

LA RECHERCHE AGRONOMIQUE DANS LE BASSIN MEDITERRANÉEN

RAYMOND FEVRIER (*)

Depuis que les hommes ont cherché à remplacer la cueillette et la chasse par l'agriculture et l'élevage, ils se sont efforcés de rendre leurs techniques plus productives et plus sûres. Progressivement, ils ont amélioré les sols par l'irrigation et le drainage; ils ont choisi des plantes et des animaux plus convenables; ils ont lutté contre les ennemis des cultures et des troupeaux.

Ils ont pu ainsi se procurer des aliments, des matières premières, des vêtements et des forces de traction plus abondants.

Pour progresser ils ont utilisé des méthodes de plus en plus efficaces, et les connaissances scientifiques ont été souvent mises à la disposition des agriculteurs: la notion de sciences agricoles est apparue et la recherche agronomique s'est imposée comme une composante de la recherche scientifique dès le XIX^{ème} siècle. Elles ont bénéficié, au cours du XX^{ème} siècle, et surtout depuis la dernière guerre mondiale, de l'expansion considérable du développement scientifique.

Dans les pays où cet effort scientifique a été important, c'est-à-dire surtout dans les pays industrialisés, la physionomie de l'agriculture a été profondément modifiée. Malgré une réduction spectaculaire du nombre des agriculteurs, l'alimentation est désormais fournie en abondance aux consommateurs, grâce à l'augmentation du rendement des terres et des animaux.

Un hectare produisait difficilement 1 tonne de blé au XIX^{ème} siècle; le même hectare peut produire 6 à 10 fois plus.

On obtenait 1.000 Kg de lait d'une vache laitière; son rendement a augmenté lui aussi de 6 à 8 fois. Certaines arrivent à 15.000 Kg. Cette révolution agricole appelle cependant des commentaires:

— les produits agricoles ne sont plus, pour la plupart des pays industrialisés — sauf le Japon — une denrée rare. On se préoccupe plus d'obtenir des débouchés que de rechercher, comme autrefois, des sources d'approvisionnement.

La guerre économique entre les USA, qui sont excédentaires en produits agricoles, et la Communauté Economique Européenne, bien qu'elle soit globalement déficitaire (25 milliards d'Ecus), est une bonne illustration de cette situation.

— L'accroissement de la production agricole fondé sur la révolution technologique a été rendu possible par l'organisation des

Abstract

Apart from some irrigated regions, the cultivated areas of the Mediterranean basin have not experienced the same development which has characterized the agriculture of Northern Europe. This gap cannot be fully explained by the natural conditions (soil, climate) which are not always favourable in other regions (winter-soils...).

The following idea is upheld in this article: advanced technologies fit for specific conditions (natural, social, economic) are not available in the Mediterranean region. Since scientifically advanced countries do not have these technologies, the technological gap can be filled only by the effort of the Mediterranean countries.

The research activities required to develop agriculture in this region cannot be financed by the resources of each single Mediterranean country. The joint cooperation between the Mediterranean countries is the sole instrument which can boost the technological knowledge and its application.

This cooperation among countries sharing similar problems and instruments must result in a «renaissance» of research in agriculture so that this region may take part in the international cooperation without being dominated.

This is the objective of the CIHEAM, an organization which gathers 13 mediterranean countries.

Résumé

A part certaines zones irriguées, l'ensemble des terres agricoles de la région méditerranéenne n'ont pas connu le développement qui a caractérisé l'agriculture du Nord de l'Europe.

Ce retard ne peut être entièrement expliqué par les conditions naturelles (sols, climat) qui ne sont d'ailleurs pas toujours favorables dans d'autres régions (hiver-sols...).

La thèse présentée dans cet article est que la région méditerranéenne ne dispose pas de technologies modernes adaptées à ses conditions spécifiques (naturelles, sociales, économiques). Comme les pays scientifiquement avancés ne disposent pas de ces technologies, seul l'effort des pays méditerranéens est susceptible de combler ce déficit technologique.

Les ressources des pays méditerranéens ne leur permettent pas, isolément, de financer l'ensemble des recherches nécessaires pour rendre plus productive leur agriculture. C'est donc par une coopération entre les pays méditerranéens que l'on peut trouver un moyen de progresser dans les connaissances et dans leurs applications.

Cette coopération, entre pays ayant des problèmes et des moyens analogues, doit se traduire par une renaissance de la recherche agricole dans cette région. Elle leur permettra de participer à la coopération internationale sans être dominés.

Tel est l'objectif du CIHEAM, qui regroupe treize pays méditerranéens.

marchés qui a réduit le risque économique pour les agriculteurs et leur a permis d'assumer le risque économique pour les agriculteurs et leur a permis d'assumer le risque lié à toute innovation.

De même que l'on a institué des salaires minima dans le monde industriel, de même on a attribué aux agriculteurs des prix garantis, qui les encouragent à oser mettre en oeuvre des innovations, ce qui était inconcevable autrefois, même quand les nouvelles techniques étaient disponibles.

— Ces nouvelles techniques reposent sur l'utilisation croissante d'inputs d'origine industrielle (machines, engrais, pesticides, énergie) ou d'origine agricole importés (soja, manioc...). Ainsi l'agriculture cesse d'être autonome, comme autrefois. Elle subit les coûts des produits industriels, qui s'accroissent souvent. Elle subit la dépendance de certaines importations, comme l'embargo Nixon sur le soja l'a montré en 1974. L'agriculture moderne doit trouver ses revenus par la différence entre ses recettes qui se stabilisent, à cause des prix et des débouchés, et ses approvisionnements qui sont plus coûteux et parfois aléatoires.

— L'agriculture, jadis refuge de la vie naturelle, contribue à la dégradation de l'environnement: les forêts régressent, certains territoires sont abandonnés et condamnés à l'érosion ou à l'incendie, la concentration des élevages entraîne la pollution des eaux, l'usage de certaines molécules pose des problèmes de santé humaine.

Ainsi, le progrès de l'agriculture a sa contrepartie et l'agronome, sans négliger la production, doit relever de nouveaux défis. Il le peut, grâce aux nouvelles connaissances dont il dispose, notamment en biologie.

L'agriculture en région méditerranéenne

Les pays avancés sont, pour la plupart, situés en zone tempérée et le progrès scientifique en agriculture a bénéficié aux agricultures de cette zone, qui sont généralement devenues intensives.

Les transferts des technologies ont permis à certaines régions méditerranéennes de développer également une agriculture inten-

(*) Secrétaire Général du CIHEAM.

sive: il suffit de voir le maïs dans la plaine du Pô, les orangeries de la région de Valencia, les légumes de la vallée du Rhône... pour constater que la région méditerranéenne a su, dans ces zones, bénéficier comme le Nord de l'Europe, du «progrès agricole». Mais beaucoup d'autres territoires méditerranéens qui ne pouvaient pas s'inspirer du modèle de développement «atlantique» ont été marginalisés dans cette course à la modernisation et l'écart se creuse entre les uns et les autres: 15 tonnes de maïs, ici - abandon des terres et désertification, là. On doit s'interroger sur cette évolution, et en chercher les causes.

Les conditions naturelles différentes sont souvent invoquées.

Elles ne suffisent pas à rendre compte de la situation, car nous avons des exemples de zones «défavorisées» dans le Nord de l'Europe, qui sont devenues prospères, grâce à l'effort des hommes et la mobilisation de nouvelles technologies.

Une partie du territoire néerlandais était, naguère, impropre à l'agriculture; la rive ouest du Jutland avait une agriculture primitive; la Champagne «pouilleuse» était si hostile à l'agriculture qu'on y avait implanté d'immenses terrains de manoeuvre pour l'armée...

Actuellement, ces trois régions constituent des modèles d'agriculture «moderne». Les capacités laborieuses et technologiques des hommes permettent donc d'exprimer des réserves sur une soi-disant «malédiction écologique» du Sud.

Il est également intéressant de constater que certains végétaux originaires du Sud ont vu leur productivité décuplée quand ils ont été exploités dans des zones qui leur étaient étrangères: le blé, originaire du Moyen-Orient; le maïs originaire du Mexique, la pomme de terre, originaire du Pérou; la tomate, originaire d'Amérique Centrale... Peut-on dire que ces plantes, adaptées à leur région d'origine, avaient trouvé de meilleures conditions en arrivant dans les régions tempérées?

N'est-il pas plus évident de dire que la technologie des hommes a, largement, compensé le handicap causé par des conditions naturelles moins favorables?

Ainsi, sans nier les difficultés causées dans les régions méditerranéennes par la nature des sols et la sécheresse (mais la RFA connaît des hivers redoutables...), on est conduit à penser que c'est un «déficit technologique» qui constitue une des explications du retard de l'agriculture dans certaines régions du Sud.

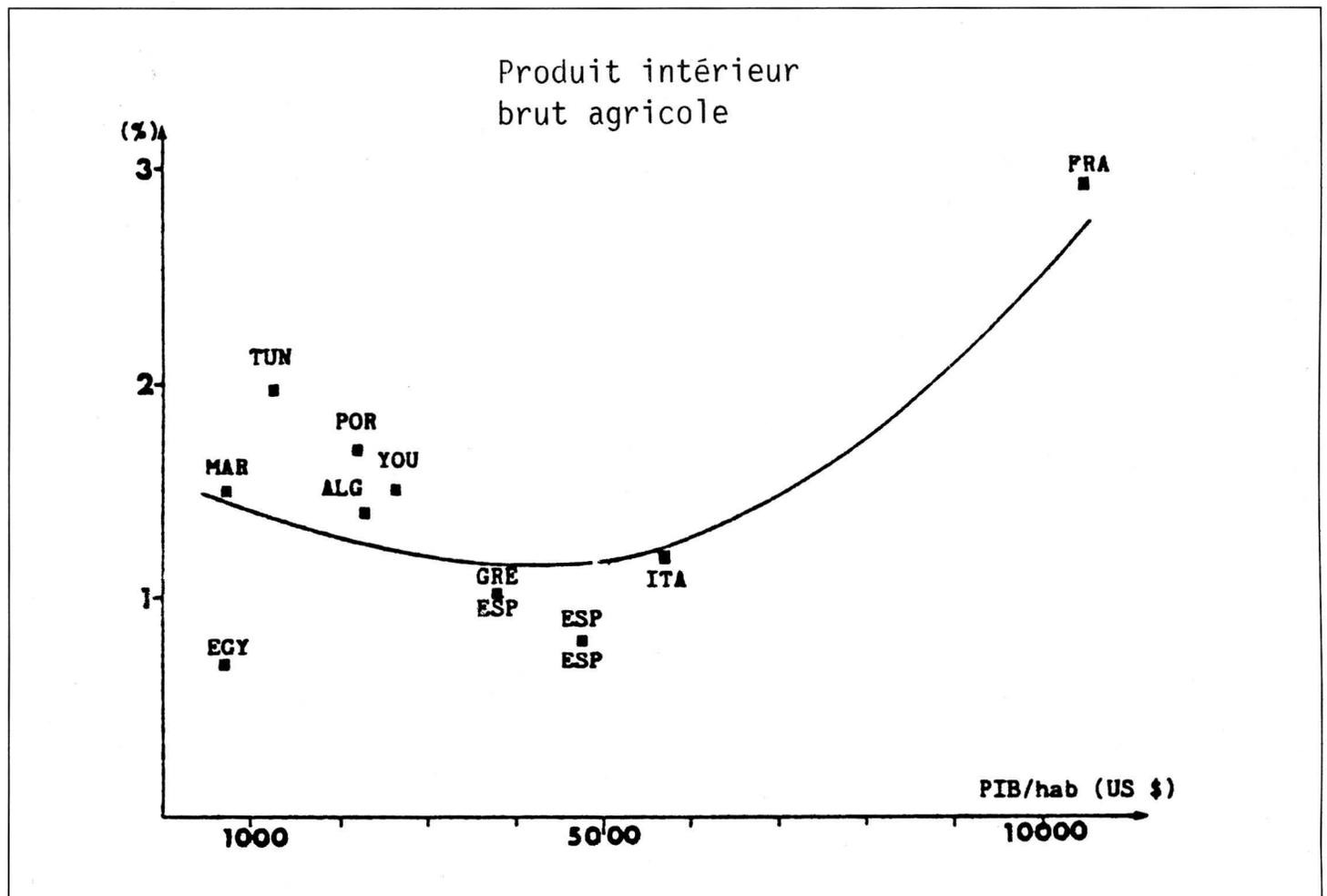
Le «déficit technologique de l'agriculture méditerranéenne - la Recherche agronomique»

Pourquoi ce «déficit technologique» de l'agriculture méditerranéenne?

A cette question, on peut apporter trois réponses principales.

D'une part, les zones marginales de la Méditerranée présentent des conditions spécifiques, naturelles mais aussi socio-économiques. On ne trouve pas aisément leur équivalent dans les pays technologiquement avancés, et les transferts de technologie sont difficiles, parfois dangereux. Il existe des zones bénéficiant de climats analogues, la Californie, l'Afrique du Sud, l'Australie. Mais les sols et les situations socio-économiques, surtout, sont différents. L'agriculture méditerranéenne ne peut que très difficilement s'inspirer de leur exemple. Alors qu'un pays pauvre comme l'Irlande, peut tirer part des technologies mises en oeuvre au Royaume Uni.

Les agronomes méditerranéens doivent donc avant tout compter sur leurs propres forces; ils doivent définir eux-mêmes des technologies spécifiques de développement agricole sans espérer, dans de nombreux



Comparaisons des efforts nationaux de recherche agronomique. Dépenses publiques de recherche agronomique (d'après «Options Méditerranéennes» — Joseph Casas, 1988).

cas, recevoir d'ailleurs, d'illusoire aides. D'autre part, l'effort scientifique dans notre région est peu efficace pour plusieurs raisons. Cet effort est parfois récent, surtout dans les pays du Sud, qui malgré l'éclat de leurs civilisations anciennes (égyptienne, arabe, ottomane) n'ont pas, dans l'époque moderne, de tradition scientifique équivalente à celle de certains pays du Nord. Ils rattrapent actuellement ce retard, mais le chemin est inévitablement long à parcourir. En outre, la plupart de nos pays connaissent des difficultés financières qui ne leur permettent pas, en quantité et en qualité, de faire un effort scientifique à la mesure de l'ensemble des problèmes — souvent très difficiles — qui leur sont posés.

La Tunisie offre un bon exemple de ce problème: c'est un pays qui consacre (1985) le pourcentage le plus élevé de son produit intérieur brut agricole (PIBA) à la recherche agronomique publique (2%), après la France (3,1%), mais plus que l'Espagne (0,8%) ou que l'Italie (1,2%). Malgré cet effort financier, compte tenu d'un faible PIBA, (1 milliard de dollars), elle ne peut affecter qu'une somme modeste à la Recherche agronomique (20 millions de dollars) alors que la France y affecte 600 millions de dollars, l'Espagne 90 et l'Italie 230.

Enfin, cette insuffisance nationale de nos pays pauvres en ressources humaines et matérielles, n'est pas compensée par une coopération régionale qui permettrait de mettre en commun les moyens et les objectifs. Cette insuffisance tient à des problèmes politiques, car la Méditerranée est à la fois une région traditionnelle d'échanges mais aussi de fractures. Elle tient également à des problèmes financiers, car la coopération implique des crédits, souvent en devises convertibles, pour se réunir et pour se visiter.

Or, la coopération internationale est déterminante pour le progrès scientifique. Les chercheurs des pays avancés eux-mêmes, si nombreux, si compétents, si bien équipés qu'ils soient, ressentent le besoin permanent de confronter leurs approches et leurs résultats. C'est par la collaboration et la contestation mutuelle que la connaissance progresse. Ce qui est vrai pour les «riches» l'est encore plus pour les «pauvres».

Cette confrontation, fertile est rare en Méditerranée. Incités par les possibilités qu'offrent les accords de coopération bilatérale, un certain nombre de chercheurs du Sud ont des contacts avec des équipes scientifiques du Nord. Ces relations peuvent être fructueuses, mais, par leur caractère privilégié, elles présentent un double inconvénient: elles tendent à provoquer des transferts de technologies inadaptées: elles tendent à placer les chercheurs du Sud dans une situation d'élèves vis-à-vis des «maîtres à penser» du Nord, qui leur communiquent une certaine fascination pour des objectifs et des méthodes de travail inadaptés aux conditions du Sud. J'ai vu, par exemple, des essais d'amélioration d'une race de moutons du Sud, grâce à des reproducteurs offerts par la coopération finlandaise. Il est inutile

de dire comment ces béliers supportaient le climat sub-tropical. Mais nos collègues du Sud ignoraient qu'à peu de distance, l'île de Chios, en Grèce, disposait d'une race aussi prolifique et bien mieux adaptée.

A cet émiettement des efforts au plan international s'ajoute un émiettement au plan national. Déjà, dans la plupart des pays, existent deux systèmes de recherche agronomique; l'un sous la tutelle du Ministère chargé de l'enseignement agricole, comportant lui-même des universités très sourcilieuses de leur autonomie; l'autre, sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, tenté fréquemment de créer un institut indépendant pour la plupart des problèmes (agriculture, élevage, forêt, industries agro-alimentaires, pathologie animale...). Il en résulte, dans ces pays, une poussière d'institutions n'atteignant pas toujours la taille critique nécessaire, engendrant des coûts financiers importants, et surtout ne permettant pas les économies d'échelle scientifiques, dont l'efficacité est une évidence, quand sont regroupés dans la même institution, les spécialistes d'une même discipline, qu'elle s'applique à l'agriculture, à l'élevage, aux industries agro-alimentaires... (ex: biochimie). Ce défaut est de plus en plus reconnu, mais l'idée d'un regroupement heurte les corporatismes, les réformes avortent et les structures de coordination sans pouvoir réel constituent souvent l'alibi d'un échec... ou l'amorce d'une intégration future.

A ces dispersions de nature institutionnelle et thématique s'ajoute parfois une dispersion de nature politique liée à la structure de l'Etat, donc des institutions publiques. L'exemple extrême est celui de la Yougoslavie où chacune des Républiques dispose d'une large autonomie en matière scientifique. L'Espagne connaît également un problème analogue, bien que d'une ampleur beaucoup moindre. Il ne faut pas croire que la RFA, malgré sa puissance et son sens de l'organisation, soit épargnée par les problèmes soulevés par la parcellisation de la recherche scientifique.

A ce propos, le lecteur me pardonnera de me souvenir, qu'avant d'être fonctionnaire international, j'ai été fonctionnaire français, et de citer l'organisation française de recherche agronomique. En 1946, dans l'enthousiasme de la Libération et dans les décombres des structures anciennes, l'Institut National de la Recherche Agronomique a été créé. Parmi les dispositions contenues dans la loi, je veux en citer deux qui ont eu une importance historique pour le développement de cette Institution qui, actuellement, regroupe plus de 8.000 personnes, et qui dispose d'un budget de plus de 2 milliards de francs. L'une établissait la parité entre le statut de chercheur et de professeur d'université (sauf la durée des congés et l'âge de la retraite!). Ainsi, l'ambition des chercheurs n'était plus de devenir «Professeur». Ainsi, il n'était plus déshonorant pour un «professeur» de pratiquer la recherche à plein temps.

L'autre disposition confiait à l'INRA la re-

sponsabilité nationale de la recherche agronomique en France, que les travaux s'effectuent dans les laboratoires de l'INRA ou dans les établissements d'enseignement. A cet effet, l'INRA attribue aux équipes d'enseignants les moyens humains et matériels pour réaliser leurs programmes. J'ajoute que, depuis 1946, les compétences de l'INRA ont été élargies à l'ensemble des secteurs intéressant le Ministère de l'Agriculture (forêt, hydrobiologie, vétérinaire, industries alimentaires, sciences économiques et sociales). Ainsi une animation nationale peut s'exercer sur l'ensemble du système français. Elle s'effectue avec libéralisme et elle permet d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

Mais revenons à l'ensemble de la Méditerranée où l'on rencontre des situations qui sont aux antipodes de la structure française. L'extrême dispersion qui y règne en général, explique pour une large part la constatation qui a été faite il y a 4 ans au séminaire organisé par le CIHEAM à Istanbul: les 12 pays du CIHEAM mobilisaient à cette époque l'équivalent de 20.000 années chercheurs, en comptant les chercheurs à plein temps (12.700) les membres de l'enseignement supérieur, comptés pour le quart de leur temps (4.500) et les ingénieurs spécialisés des institutions de développement. Bien entendu, ces chiffres appellent de sérieuses réserves: parfois, on a appelé chercheurs des agents qui seraient appelés techniciens par d'autres; dans certains pays, notamment en France, une fraction seulement des chercheurs (30%) s'intéresse aux problèmes méditerranéens.

Mais, le total est impressionnant, ce qui fait ressortir les disproportions entre ces moyens humains et la modestie du développement de l'agriculture dans certaines régions méditerranéennes.

Comment améliorer cette situation?

Pour remédier à cette situation, plusieurs voies réalistes doivent être empruntées simultanément.

Les moyens matériels

Les possibilités sont limitées à cause de l'exiguïté des budgets nationaux. Malgré cette difficulté, de gros efforts ont été accomplis depuis 1985, année où a été effectuée l'étude conduite par le CIHEAM sous l'impulsion de J. Cases. Dans ce cadre limité, il semble cependant possible de redéployer les ressources en faveur d'activités prioritaires, et en réduisant certaines charges, notamment dans de nombreux domaines expérimentaux. Cela n'ira pas très loin. Mais je ne suis pas sûr que ce problème de moyens matériels ait toute l'importance que parfois on lui attribue. Un certain nombre d'avancées technologiques peuvent être obtenues avec des moyens modestes, mais avec beaucoup de réflexion. Je ferai cependant une exception à mon propos: la docu-

mentation doit être largement disponible, car elle permet à chaque chercheur de situer sa réflexion parmi les autres et d'éviter les répétitions quand elles sont inutiles. C'est pourtant un type de dépenses sur lequel se portent souvent les restrictions budgétaires. Ce devrait être un secteur préférentiel de l'aide internationale. Une restriction cependant: une bonne connaissance de la littérature internationale ne doit pas susciter des «modes scientifiques», qui sont contraires à l'esprit scientifique, caractérisé par le souci de la remise en cause des idées reçues.

Les moyens humains

— Dans certains pays, on peut penser qu'il y a disproportion entre l'importance des effectifs et les ressources financières. Les crédits de fonctionnement et d'équipement disponibles par chercheur varient de 1 à 18 selon les pays. C'est peut-être un moyen d'offrir des débouchés à des diplômés, mais il se traduit souvent par un «chômage technique» latent.

— Il se pose un problème de niveau, donc de formation qui mérite, ici, d'être développé. Un certain nombre de chercheurs «seniors» de nos pays méditerranéens ont été formés dans des institutions étrangères, souvent dans les pays industrialisés «occidentaux». A une certaine époque, cette procédure était indispensable; aujourd'hui, elle peut présenter des effets pervers si elle est employée sans discernement. En effet, au cours des séjours dans les institutions des pays industrialisés, si les stagiaires peuvent approfondir leurs connaissances de base, ils sont souvent conduits à travailler sur des problèmes qui n'ont aucun rapport avec les problèmes de leur pays. Ils utilisent des moyens de recherche qu'ils risquent de ne pas retrouver à leur retour. Ils sont ainsi mal préparés à apporter une contribution efficace au développement agricole national. On a dit parfois qu'ils sont déformés plus que formés; mais la possession d'un diplôme étranger leur donne parfois, à l'égard de leurs compatriotes, une certaine condescendance qui cache leur inefficacité.

Mon propos n'est pas de critiquer la formation à l'étranger; il est simplement de dire qu'elle doit s'effectuer à bon escient, c'est-à-dire avec des objectifs intéressant les besoins nationaux et non avec le souci prédominant d'obtenir un diplôme... ou de bénéficier d'un séjour à l'étranger. Elle devrait concerner plutôt (avec des exceptions) des chercheurs ayant déjà travaillé dans leur propre pays, dont ils connaîtront les besoins et les possibilités offertes par les laboratoires. Leur souci prédominant, en partageant la vie d'un laboratoire étranger, doit être celui d'apprendre à poser un problème et de raisonner avec rigueur. Cette méthode de pensée est capitale.

Les institutions

Ce qui a été dit sur l'extrême dispersion des moyens nationaux appelle une conclusion. Nos pays, quels qu'ils soient, riches ou pauvres, ne peuvent s'offrir le luxe de nombreuses institutions, de tailles forcément limitées

et donc sans véritable efficacité scientifique. C'est un véritable gaspillage humain et matériel. Un regroupement réel, avec une direction unique, facilitant les échanges, d'idées et de personnes entre les différents secteurs, est indispensable. Il est trop de pays où l'on ne sait pas qui peut parler au nom de la recherche agronomique nationale, si ce n'est le chef de bureau ou le comptable, qui gèrent certains crédits!

La coopération méditerranéenne

C'est l'objectif prioritaire que s'est fixé le CIHEAM, parce que c'est là qu'avec de modestes moyens — et beaucoup de bonne volonté — on peut obtenir les résultats les plus importants.

Le handicap essentiel des petites équipes de chercheurs méditerranéens provient, je l'ai dit, de leur isolement des uns par rapport aux autres. Or, les chercheurs méditerranéens ont en commun beaucoup de problèmes agricoles à résoudre et, séparément, peu de moyens pour les aborder.

En confrontant leurs problématiques, en homogénéisant leurs méthodes de travail pour rendre leurs résultats comparables, et en se partageant le travail, il leur est possible de donner à leurs efforts une efficacité qu'ils ne peuvent avoir s'ils travaillent isolément.

Permettez-moi de donner un exemple vécu de cette procédure. Elle concerne l'alimentation des animaux: pour composer rationnellement les rations correspondant aux besoins des animaux, il faut connaître les caractéristiques des différents aliments utilisés, et leur valeur alimentaire. Ces renseignements figurent dans des documents dénommés «tables de valeurs fourragères».

Jusqu'à une certaine époque, les «tables» de références étaient néerlandaises. Il est évident que les fourrages néerlandais sont très différents des fourrages méditerranéens, même quand ce sont des mêmes plantes. Ainsi les éleveurs méditerranéens disposaient — ici encore — d'un outil venant du Nord, totalement inadapté à leurs besoins.

Cette situation était bien connue et un certain nombre de chercheurs méditerranéens étudiaient la valeur alimentaire des fourrages locaux. Mais leur isolement les conduisait à utiliser des méthodes d'évaluation différentes, et à se limiter à un petit nombre de fourrages — souvent les mêmes dans les différents laboratoires. Le résultat était clair: les résultats étaient peu nombreux et peu utilisables.

Le CIHEAM a recherché, en 1977, les chercheurs qui seraient intéressés par une coopération méditerranéenne. Après un certain nombre de rencontres et des efforts approfondis pour réaliser un travail d'ensemble, ils viennent de publier (Juillet 90) une table de la valeur alimentaire de 600 fourrages grâce à la collaboration intégrée de 28 équipes de 12 pays. C'est un document de références qui sera désormais à la disposition des zootechniciens de notre région.

Pour arriver à ce résultat, ils ont dressé la liste des aliments à étudier. Ils ont défini une méthode commune d'évaluation (en laboratoire et sur les animaux); ils ont comparé leurs

résultats sur des échantillons communs; ils se sont partagés le travail. Ainsi, sans moyens supplémentaires, ils ont valorisé les efforts que chacun d'entre eux accomplissaient isolément. La dépense, par le CIHEAM, a été limitée à l'organisation de réunions, et à la compilation de résultats obtenus à partir de ces procédures normalisées.

C'est dans cet esprit que le CIHEAM anime une vingtaine de réseaux méditerranéens, concernant différents sujets importants pour notre agriculture comme les cultures sous serres plastiques, l'utilisation des eaux saumâtres, l'irrigation de complément, l'amandier, l'élevage ovin et caprin, le pastoralisme, le blé dur, l'agriculture familiale, les politiques céréalières, les industries alimentaires...

Certains de ces réseaux sont intégrés dans des réseaux relevant d'autres organisations internationales (CEE, FAO, UNESCO). Certains de ces réseaux sont de création récente, et exigent quelques années de vie communautaire pour parvenir au seuil souhaitable d'efficacité; mais la voie est tracée; elle suscite beaucoup d'intérêt de la part des participants. Un autre avantage de cette coopération régionale est qu'elle donne aux participants confiance en eux-mêmes. Au lieu d'être les «élèves» qu'ils sont souvent dans des opérations de coopération bilatérale avec certains chercheurs du Nord, ils découvrent tout ce que peuvent leur apporter leurs partenaires et voisins de la Méditerranée, au sein de cette communauté scientifique et culturelle. Ils sont mieux placés, à la fois pour résister aux inspirations technologiques issues des agricultures atlantiques, et aussi pour participer, à part égale, aux échanges d'idées internationaux qui constituent le fondement du progrès des connaissances.

Conclusion

La région méditerranéenne a toujours été un lieu d'échanges, des marchandises, des hommes et des idées. Elle a été la source, unique dans le monde, d'un grand nombre de civilisations prestigieuses. Aujourd'hui elle connaît un retard technologique qui ne pourra pas être comblé uniquement par les transferts de technologie, surtout dans le domaine agricole. Son agriculture lui pose de redoutables problèmes pour assurer l'alimentation de sa population croissante et pour lui donner son indépendance économique, donc politique. Ils peuvent être sinon résolus, du moins atténués, non seulement par des mesures économiques, nationales et régionales (cf. la Politique Agricole Commune Européenne) mais aussi par un effort scientifique collectif. Cette renaissance doit bénéficier des traditions d'échanges et de coopération de cette région et de la volonté des hommes. ●

Bibliographie

«La recherche agronomique dans les pays du bassin méditerranéen», Option méditerranéenne, Avril 1988, éditée par le CIHEAM.